



FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 298 8 €
1^{er} au 15 juillet 2010

- PORTRAIT :
HAKIM EL KAROUI (p.1-2)
- POLITIQUE : (p.3-4-7-9)
- LOBBIES : (p.5)
- DOSSIER :
Le Siècle (4) (p.6-7)
- ÉTRANGER : (p.8)
- KIOSQUE : (p.10-11)
- POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Aliot L.....	p.4	Hortefeu B.....	p.7
Amara F.....	p.9	Kouchner B.....	p.10
Aubry M.....	p.4	Lellouche P.....	p.4
Bachelot R.....	p.4	Le Pen J-M.....	p.4
Balkany P.....	p.3	Lévy M.....	p.10
Bébéar C.....	p.2	Lindon V.....	p.10
Berling C.....	p.10	Maurras C.....	p.7
Blanc C.....	p.3	Morin H.....	p.4
Borloo J-L.....	p.4	Obama B.....	p.8
Boubakeur D.....	p.7	Ockrent C.....	p.10
Bougrab J.....	p.2	Owens J.....	p.12
Bourguiba H.....	p.1	Pétain P.....	p.11
Buisson P.....	p.10	Petit P.....	p.5
Céline L-F.....	p.10	Peugeot T.....	p.6
Dati R.....	p.3	Prasquier R.....	p.5
Delanoë B.....	p.1	Raffarin J-P.....	p.2
Delorme M.....	p.10	Rastoin N.....	p.6
Devedjian P.....	p.2	Royal S.....	p.11
Dray J.....	p.9	Sébastien P.....	p.10
Elkabbach J-P.....	p.2	Soral A.....	p.7
El Karoui H.....	p.1	Starr J.....	p.11
Fillon F.....	p.3	Taittinger B.....	p.9
Gandhi.....	p.11	Tellene B.....	p.10
Gaubert P.....	p.5	Tibéri J.....	p.3
Godrèche J.....	p.11	Yade R.....	p.2
Hitler A.....	p.11	Zeller F.....	p.10
Hollande F.....	p.7	Zérach D.....	p.4

PORTRAIT

HAKIM EL KAROUI

Récemment coopté au sein du club d'influence **Le Siècle**, **Hakim El Karoui** est un pur « beurgeois », issu de la plus haute bourgeoisie tunisienne. Ancien « nègre » de Jean-Pierre Raffarin, il s'est reconverti, de manière sans doute très juteuse, comme banquier d'affaire chez **Rothschild & Cie**. Fondateur du **Club XXI^e Siècle**, censé réunir « l'élite des minorités visibles », il vient d'être choisi par **Bertrand Delanoë**, comme président de l'**Institut des cultures de l'islam**, un énorme centre musulman, avec mosquée, qui sera inauguré en 2012 dans la capitale. D'une rare modestie, **Hakim El Karoui** a un objectif : « **Changer le monde** » (*L'Express*, 4 mars 2010). Rien de moins.

« Il est issu des minorités dites visibles. Il porte un nom très maghrébin. Mais il n'exerce pas le métier de serveur ou de vigile comme l'eut peut-être préféré une certaine extrême droite française [...] Produit achevé d'une double culture française et tunisienne, banquier d'affaires chez **Rothschild**, homme de pouvoir et essayiste, **Hakim El Karoui** met son métissage culturel et ses multiples casquettes au service de deux idéaux : changer le regard des Français de souche sur les minorités et ériger des passerelles entre le Nord et le Sud. »

Les Afriques, 26 mai 2010.

« Créer un Davos méditerranéen : telle est l'ambition de **Hakim El-Karoui**, président du club **XXI^e siècle**, qui œuvre en France depuis des années pour "valoriser cet atout formidable qu'est la diversité française". »

Le Point, 10 juillet 2008.

Hakim El Karoui est né le 30 août 1971 à Paris XIII^e. Ce pur « beurgeois », qui paraît détenir une double nationalité française et tunisienne, n'a pas grand-chose à voir avec l'immigré de banlieue s'étant élevé à la force du poignet. Il est en effet le fils de deux universitaires : arrivé en France en 1958, son père, **Mohammed Fayçal El Karoui**, chercheur à la Sorbonne (en anthropologie juridique...), est issu de la plus grande bourgeoisie tunisienne (pur hasard évidemment, **Bertrand Delanoë** est originaire de Tunis et s'y rend très régulièrement). Un oncle d'**Hakim El Karoui**, **Hamed El Karoui**, fut notamment Premier ministre de la Tunisie et est l'actuel vice-président du **RCD** (le parti au pouvoir), et son autre oncle, **Ahmed Ben Salah**, ancien ministre de l'Économie et des Finances. Comme l'indique la revue *Les Afriques* (26 mai 2010), ce dernier fut « l'architecte du collectivisme sous le règne de l'ancien président tunisien **Habib Bourguiba**. (**Hakim El Karoui**) est, à ce

titre, l'incarnation même de la théorie de la transmission héréditaire de la culture et du savoir. D'autant qu'il compte parmi ses frères et sœurs une normalienne, deux polytechniciens et une interne en médecine devenue néphrologue de renommée. »

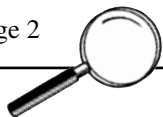
Sa mère, une protestante de l'Est, née **Nicole Schwartz**, sans doute une francisation de **Schwartz** (avec un possible rapport avec le mathématicien **Laurent Schwartz**, premier Français à avoir obtenu la **Médaille Fields**, équivalent du Nobel en mathématiques?), est une mathématicienne de renom. Professeur de mathématiques appliquées, elle dirige les enseignements mathématiques financiers à l'**École polytechnique** et est directrice scientifique du **Programme de recherche de méthodes quantitatives en finance** (CNRS, HEC et Polytechnique). À ce titre, cette signataire de multiples articles sur les mathématiques financières peut être considérée comme la principale formatrice française (une spécialité très recherchée outre-Atlantique) des petits « génies » qui ont littéralement « planté » la finance mondiale à la fin de 2008 et continuent de le faire depuis à partir de systèmes mathématiques modélisés ultrasophistiqués susceptibles d'offrir des rendements de très haut niveau aux banques d'affaires qui les emploient (lesquelles leur octroient de monstrueux bonus)...

Tout cela n'empêche pas leur fils de se présenter comme un représentant de la « France d'en bas » (*Le Monde*, 28 avril 2007), alors même que tout son parcours indique le contraire. Ancien élève du fameux lycée **Henri IV** (Paris) et de l'**École normale supérieure** de Fontenay-Saint-Cloud, **Hakim El Karoui** est agrégé de géographie et titulaire d'un DEA de géopolitique (*La Palestine, Géopolitique et société*, paru chez **Inalco** en 1997). Comme certains doivent trouver que cela ne suffit pas, ils lui attribuent un DEA de droit public, une maîtrise de philosophie ou encore le diplôme de l'**Institut d'études**

(Suite page 2)



SHOUT
SHARE **IT**



PORTRAIT

politiques de Paris (par exemple, dans *VSD*, 27 février 2003. Article que l'intéressé ne démentira pas). Il débuta comme chargé de cours de géopolitique à l'université de Tunis-I en 1993-1994, avant de devenir, bien que musulman, chargé de cours au collège jésuite du Caire (1995-1997), en tant que coopérant. Il y enseigne le français et en profite pour apprendre l'arabe. « Au pays du Nil, il se rend vite compte que l'union politique et économique arabe qui l'intéresse était impossible en raison des "égoïsmes nationaux qui prenaient toujours le pas sur l'intérêt collectif". C'est alors qu'il retourne en France pour préparer une thèse de doctorat en rapport avec l'Union européenne (*Les Afriques*, op.cit.). » Il faut donc comprendre, si on lit bien, que, faute d'avoir pu appliquer ses utopiques théories outre-Méditerranée, Hakim El Karoui, qui avait donc opté pour ses racines arabes, revient alors en France pour les appliquer dans l'Hexagone et en Europe... La France est vraiment bonne fille.

Diplômé, il rejoint ensuite le groupe Bernard Krief Consulting (où avait très longtemps travaillé Jean-Pierre Raffarin) comme consultant (1998-2000), avant d'être allocataire-moniteur à l'université de Lyon-II (2000-2002). S'étant rapproché de l'Institut pour la démocratie en Europe de Valéry Giscard d'Estaing, il s'y fait une amie d'Anne-Marie Raffarin qui le présentera à son mari. Ce dernier l'associe à son projet d'ouvrage, qu'il rédigera largement, *Pour une nouvelle gouvernance* (paru en janvier 2002).

Il entre alors, en 2002, en politique, occupant, dans la coulisse, un poste d'importance : il sera, en effet, d'octobre 2002 à mai 2005, conseiller technique de Jean-Pierre Raffarin à l'Hôtel Matignon (en fait il travaille dès le début pour Raffarin mais ne peut apparaître officiellement, étant lié par un contrat avec l'université libre de Bruxelles, cf *VSD*, 27 février 2003). Officiellement chargé des médias, du cinéma, des affaires postales et de la régulation des communications électroniques, il est en réalité son « nègre », sa « plume ». En parallèle, il est responsable de la prospective du club Dialogue et Initiative, qui réunissait des proches du Premier ministre. On le retrouve également au Conseil économique et social à partir de septembre 2004 et au conseil scientifique de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration à partir de 2005.

Il passe ensuite au cabinet du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie Thierry Breton comme conseiller technique chargé des études et de la prospective, poste qu'il conserve jusqu'en août 2006. Il est alors débauché par Rothschild & Cie Banque, basculant vers le privé pour son plus grand profit en tant que banquier d'affaires. Ce, alors même qu'il ne connaît strictement rien à la finance et aux pratiques des banques, bénéficiant d'un recrutement fondé sur son carnet d'adresses et sur la « discrimination positive » (c'est-à-dire, en réalité, la discrimination à l'égard des Français de souche). Devenu directeur général, il travaille essentiellement sur

les marchés émergents. Il lancera par ailleurs un fonds d'investissement avec Planet Finance de Jacques Attali et lance le projet d'une chaire « management et diversité » à l'université Dauphine (elle fonctionne depuis janvier 2009), en partant du principe que « la diversité n'est pas un problème, mais une chance ». C'est par le biais de Rothschild qu'il lèvera pas moins de 600 000 euros auprès de la Macif, Suez, la Poste et EADS (*La Lettre A*, 13 mars 2009).

En 2004, avec le soutien non dissimulé de Claude Bébéar, ancien patron d'Axa, et du journaliste Jean-Pierre Elkabbach, il a par ailleurs fondé, le Club XXI^e Siècle, qu'il a dirigé jusqu'en 2010, lorsque Fleur Pellerin lui a succédé. Parmi les autres fondateurs, une certaine Rachida Dati, alors simple conseillère de Nicolas Sarkozy, et Béchir Mana, conseiller pour les élus de Jacques Chirac puis affecté au Secrétariat général de la défense nationale. Ce club, c'est « une sorte de Rotary Club de Français d'origine étrangère » (*Le Monde*, 20 février 2005) qui joue d'interface avec les grands patrons et les hommes politiques, trop heureux de se doter d'une étiquette d'« antiraciste » ou de « multiculturaliste », en embauchant ses élites plus qu'« acceptables ». À la tête de ce Rotary métissé de jeunes diplômés ultra-ambitieux, rompus à la dialectique et aux débats, qui vont largement utiliser ce lobby des minorités visibles pour se pousser du coude. En une poignée d'années, ils vont obtenir des postes de premier plan, signe d'une « discrimination positive » très payante. Bref un lobby jouant « perso » et pas du tout ouvert à l'immigré ou au fils d'immigré de base. On y retrouve, à des postes qu'il n'occupait évidemment pas à leur entrée, le sénateur socialiste Bariza Khiari, Djamila Chekhar, Jeannette Bougrab, aujourd'hui présidente de la Halde, Rama Yade, tonitruante secrétaire d'État aux Sports, Fayçal Douhane, membre du conseil national du PS et directeur général de l'Association des maires d'Ile-de-France, Nacer Meddah, propulsé un temps préfet de Seine-Saint-Denis, Emmanuel Gabla, membre du CSA, ancien directeur adjoint du cabinet de Patrick Devedjian au ministère de l'Industrie, Rachid Temal, maire-adjoint PS de Taverny, Nadia Dussol, ancienne attachée de presse de Lionel Jospin, Abdel Aissou, conseiller technique de Dominique de Villepin, la banquière Fatine Layt (donnée comme ministrable et nouvelle invitée du Siècle), David Delavoët, ancien sous-préfet de Vendée, Chenva Tieu (Eurotrésorerie, Online Productions), Hugues Moutouh, conseiller juridique de François d'Aubert au secrétariat d'État à la recherche, Loumia Amarsy Hiridjee (fondatrice de la marque de lingerie Princesse Tam Tam, décédée en 2008), Karim Oumnia (équipementier sportif Baliston), Laurent Tran Van Lieu (Assurland), Sadek Chekroun (Kelkoo), le banquier fabiusien Lionel Zinsou (membre du Siècle), Morald Chibout, directeur marketing grand public d'EDF, le cardiologue Salem Kacet, etc.

Depuis lors, fin 2007, le club a lancé l'Association française des managers de la diversité (AFMD), « une structure d'influence auprès des pouvoirs publics, rassemblant les dirigeants de société qui partagent sa cause » (*La Lettre A*, 19 octobre 2007). L'AFMD est évidemment présidée par... Hakim El Karoui. Il a aussi lancé, en 2008, le Young Mediterranean Leaders Forum, une association mondialiste regroupant de jeunes et ambitieux « héritiers » qui a été appuyée et financée en particulier par la Tunisie et le Maroc. Le YMLF fonctionne en réseau, avec une espèce de « Facebook méditerranéen » de haut niveau.

D'une extrême discrétion, il a épousé Delphine Pagès, une universitaire également géographe, spécialiste des pays arabes, qui enseigne à l'Inalco (langues O'). Le couple a trois filles, Lilia, Alma et Elissa. Il pratique la religion musulmane mais a toujours refusé de se confier sur cette question. Entre-temps, carrière oblige, il a bifurqué vers la gauche, tout en gardant ses attaches à droite. On sait qu'il a voté, par exemple, pour Ségolène Royal en 2007 (*Le Nouvel observateur*, 30 août 2007). Il le fait savoir dans une tonitruante tribune libre du *Monde* (18 avril 2007), finalement intitulée *Chiracien mais pas sarkozyste*, sous-titrée *Jacques Chirac était un président pour l'égalité. En cela le candidat de l'UMP n'est pas son successeur*. Cela permet donc au banquier de semaines, un conseiller privé de la candidate à l'élection présidentielle, tout en devenant conseiller de la Fondation pour l'innovation politique, une fondation très proche de l'UMP, en juillet 2007 !

En quelque sorte un homme de « consensus » idéal pour Bertrand Delanoë, lequel a décidé de le propulser à la présidence de l'Institut des cultures d'islam, un projet plus qu'ambitieux adopté par la mairie socialiste de Paris, qui interdit toute critique de l'UMP puisque El Karoui en est issu. Rien que pour 2010, une colossale subvention vient d'être votée : 774 900 euros, avec 650 000 euros rien que pour le fonctionnement et 46 000 euros pour l'équipement alors même que l'immeuble ne doit ouvrir, dans le quartier hautement cosmopolite de la Goutte d'Or, qu'en 2012. Sous ce projet se dissimule, en réalité, comme on le verra dans notre prochain numéro, une gigantesque mosquée avec deux salles de prières de 1 000 m² chacune et un total de 4 500 m².

Comme l'indique pieusement (les bons sentiments ne coûtent pas cher) *Le Parisien* (8 mai 2010), El Karoui, dont il n'est évidemment nullement précisé qu'il est musulman pratiquant, « rêve de "dépolitiser" l'islam, de faire en sorte que les Français acceptent la réalité de sa pratique mais aussi que les musulmans admettent qu'ils ne sont pas dans "un pays musulman" ». Mais le banquier madré réapparaît aussitôt : « Le montage juridique est inattaquable. »

(voir notre dossier dans le prochain F&D).



POLITIQUE

► À nos abonnés. 1) Après plusieurs années d'absence sur le réseau internet, nous venons enfin d'ouvrir un nouveau site internet: www.faitsetdocuments.com. 2) Nous avons également inauguré un site pour notre librairie associée, la Librairie Facta (4 rue de Clichy, 75009 Paris. Tel.: 01 48 74 59 14) avec plusieurs milliers de livres à vendre en ligne: www.librairie-facta.com 3) Notre situation est difficile. Nous n'arrivons plus à compenser par de nouveaux abonnements les non-réabonnements (décès, lassitude, difficultés financières, etc.). Nous avons perdu 15 % de nos abonnés depuis le début de 2010. Merci de tenter de nous faire connaître afin de stopper cette érosion.

► Énarque grotesque. Comme chacun le sait, le cours de l'or ne cesse de monter. La Monnaie de Paris a réédité à 50 000 exemplaires une pièce de cent euros en or. Tout a été vendu en moins d'une journée, d'autant qu'il était possible d'effectuer une pré-réservation dès le 7 juin. Et son PDG, **Christophe Beaux** (nouvel invité du Siècle) de se réjouir de ce « succès ». Or, il s'agit en réalité d'une catastrophe: le cours de l'or était inférieur lors de la décision d'impression à celui qu'il était lors de la mise en vente de la pièce de 3,1 grammes. La pièce a donc été vendue à un cours inférieur à sa valeur réelle. Mieux, cette pièce, vendue 100 euros, et qui valait déjà un peu plus, rien qu'en valeur faciale, est proposée sur le marché français, sur *ebay* pour la bagatelle de 139 à 179 euros. Peu de placements peuvent se targuer d'offrir une plus value supérieure à 40 % en une semaine...

► Si **Jeannette Bougrab**, **Christian Blanc**, **Alain Joyandet** et quelques autres se sont fait récemment « allumer » dans les médias, nul ne paraît se préoccuper de **Georges Fenech**, ancien député UMP du Rhône devenu président de la Miviludes, la mission interministérielle de lutte contre les sectes. L'intéressé ne cesse de sillonner le monde en vertu de ses fonctions, allant traquer le sectarisme aux antipodes. C'est ainsi qu'il s'est envolé, accompagné de sa conseillère technique, à la Guadeloupe du 4 au 7 novembre 2008, en Polynésie française du 14 au 18 décembre 2009, et plus récemment, pour la Nouvelle-Calédonie du 22 au 26 mars 2010 (avec la Province Nord et les îles Loyauté).

► **Nicolas et Carla Sarközy** seront très tranquilles dans la propriété des **Bruni-Tedeschi**, au cap-Nègre, cet été. Un vieil arrêté municipal de la commune du Lavandou, qui inclut le cap-Nègre, datant du 13 mai 2008, a été réactivé début juin. Il interdit toute circulation piétonne sur le sentier du littoral en raison de la possibilité de chutes de pierre. Signe que cette mesure vient de bien plus haut que la petite mairie du Lavandou, des policiers nationaux (et ne relevant pas de la police municipale) se relaient pour faire appliquer cet arrêté... Cerise sur le gâteau: cette portion du sentier du littoral est désormais équipée de caméras de surveillance qui permettent l'interpellation immédiate de tout intrus. Par ailleurs, un arrêté de survol des alentours « pour les besoins liés à la protection des hautes autorités » sera prochainement reconduit, comme en 2009.

► **Jean Tibéri**, ex-maire RPR de Paris, joue sur du velours. Toujours implanté dans son fief du V^e arrondissement, il négocie actuellement une place de sénateur directement avec **François Fillon**. En échange de quoi, lorsqu'il aura reçu des assurances, il cédera en douceur sa circonscription au Premier ministre, permettant ainsi l'implantation de ce dernier en vue des élections municipales. Six maires UMP d'arrondissement (**Brigitte Kuster**, **Jean-François Legaret**, **Jean-Pierre Lecoq**, **Jean Tibéri**, **François Lebel**, **Philippe Goujon**) ont récemment lancé un appel en faveur de la candidature de François Fillon. Les deux autres maires UMP, qui escomptent se présenter, ne l'ont pas signé: **Claude Goasguen** et **Rachida Dati**.

► À la suite de la légalisation des paris en ligne, PokerStars, n°1 du poker dans le monde, qui a lancé une filiale en France, vient d'embaucher pour la présider **Alexandre Balkany**, habitué des boîtes de nuit et fils de **Patrick Balkany**, député-maire UMP (d'une rare vulgarité) de Levallois-Perret.

► Dynasties bourgeoises. Dans la nouvelle promotion de l'Ena, école d'élite du pouvoir public, figurent **Florent de Bodman**, fils de **Jean de Bodman** (Ena, promotion Léon Blum), **Alice Bossière**, fille de **Philippe Bossière** (Ena, promotion Guernica) et **Maryse Bossière** (Ena, promotion Solidarité), **Adrienne Brotons**, fille de **Stéphane Brotons** (Ena, promotion Henri-François d'Aguesseau), **Esther de Moustier**, fille de **Priscilla de Moustier** (présidente du conseil de surveillance de la holding familiale de la famille **Wendel**), etc.

► L'administration pénitentiaire a le souci de former ses personnels au « droit des étrangers », comme en témoigne ce programme pour une session de formation des 9 au 11 juin au SPIP de Créteil.

L'INTERVENANT

La formation est dispensée par Mme DORLEANS, juriste à ARAPEJ (Association Réflexion Action Prison et Justice) depuis 1996, responsable de la formation et du service juridique de cette association.

LE CONTENU

La formation abordera le thème du droit des Etrangers actuels, et s'attachera à développer plus particulièrement :

- les conditions d'entrée et de refus d'entrée des étrangers en France, comment solliciter un titre de séjour,
- les étrangers sur le territoire français, le droit au séjour (étude, travail, regroupement familial, etc.), le droit d'asile,
- les étrangers privés de liberté et/ou sous main de justice (les ressortissants étrangers en prison, l'aménagement des peines des condamnés sous le coup d'une mesure d'éloignement, la libération du détenu étranger en situation irrégulière, le sursis avec mise à l'épreuve d'un étranger en situation irrégulière, etc.),
- l'éloignement des étrangers (la reconduite à la frontière, l'expulsion, la rétention administrative, etc.)
- les droits sociaux des étrangers (les minima sociaux, les prestations familiales, les prestations de la sécurité sociale, les droits sociaux des détenus étrangers, etc.).

LA PÉDAGOGIE

La démarche se construira principalement sur :

- des apports théoriques permettant l'actualisation des connaissances,
- des études de cas concrets, apportés par le formateur et les participants,
- des échanges avec/entre les participants,
- la remise de fiches pédagogiques élaborées sur les thèmes abordés.

POLITIQUE

★ La nomination de **Dov Zérah**, sur décision de Nicolas Sarközy, à la tête de l'Agence française de développement (F&D 297) continue à susciter de vives réactions. S'il a abandonné la tête du Consistoire israélite de Paris et le poste de secrétaire général de la Fondation France-Israël, il n'en demeure pas moins que lorsqu'il dirigeait le bureau de l'AFD en Côte-d'Ivoire, il s'était fait remarquer par son action en faveur d'introduction d'hommes d'affaires israéliens. Par ailleurs, son ultrasionisme risque de gêner à l'AFD où une grande partie de l'aide (6,2 milliards d'euros en 2009) vise des pays musulmans, en Afrique noire ou au Maghreb.

► Ancien directeur de cabinet de **Jean-Marie Le Pen**, **Louis Aliot** ouvrira son cabinet d'avocat en septembre à Perpignan.

✎ La Conférence nationale de santé, présidée par **Christian Saout**, vient de transmettre un rapport à **Roselyne Bachelot** en matière de lutte contre le refus de soins. La CNS souhaite rendre légal le « testing » dans les cabinets médicaux de manière à pouvoir condamner quasi-automatiquement tout praticien qui se refuserait à soigner un titulaire de la Couverture maladie universelle (CMU), systématiquement attribuée aux immigrés clandestins.

► Les ambitions élyséennes d'**Hervé Morin**, président du Nouveau Centre, énervent au plus haut point **Nicolas Sarközy**, qui, lui, espère ratisser au centre et chez les écologistes avec la candidature suggérée de **Jean-Louis Borloo**. Du coup, on évoque l'arrivée de **Pierre Lellouche** au ministère de la Défense, un poste dont l'ex-député de Paris, aujourd'hui secrétaire d'État aux Affaires européennes, rêve depuis plus de dix ans.

► Avant même sa réélection comme secrétaire général de la CFDT, **François Chérèque** expliquait que ce serait son dernier mandat. « L'homme qui monte » pour lui succéder est **Laurent Berger**, 40 ans, introduit à la commission exécutive en juin 2009 par Chérèque. Représentant de la CFDT à l'Unedic, ce titulaire d'une maîtrise d'histoire, qui a travaillé dans une entreprise d'insertion où il devint rapidement délégué du personnel CFDT, est le grand spécialiste du social. Signe que c'est sur la question des retraites et ses corollaires que la CFDT se positionnera dans les années à venir. Ses deux parents ont été des cédétistes. Il a milité à la Jeunesse ouvrière chrétienne, dont il est devenu secrétaire général en 1993. Auteur du rapport sur la stratégie syndicale de la CFDT présenté au dernier congrès, il est désormais responsable de la coordination des politiques de protection sociale, de la politique de santé, de la famille, de la dépendance, de la politique économique, des relations avec les experts et les chercheurs ainsi que de la politique éditoriale de tous les titres de la CFDT.

► **François Fillon** est très discret sur la mise en cause du cumul, par les membres du gouvernement, de leurs revenus avec leurs retraites de parlementaires (dix ministres sont concernés : **Michèle Alliot-Marie**, **Roselyne Bachelot**, **Jean-Marie Bockel**, **Michel Mercier**, **Hubert Falco**, **Alain Marleix**, **Hervé Novelli**, **Christian Blanc**, **Patrick Devedjian**, **Henri de Raincourt**) : l'actuel Premier ministre était en effet intervenu, en 2003, lorsqu'il était rue de Grenelle, pour assouplir les règles de ce cumul.

► **Ségolène Royal** et son fan-club Désirs d'avenir travaillent d'arrache-pied à organiser une Fête de la fraternité, le 4 septembre, à Paris, de manière à montrer aux dirigeants du Parti socialiste, et à **Martine Aubry** en particulier, qu'elle n'est nullement éliminée de la course à l'élection présidentielle et qu'il faudra compter sur elle lors des primaires de l'année prochaine. Afin de retrouver une certaine popularité, elle prépare une série de propositions en matière d'écologie, de petites retraites, de classes moyennes et de « déclassés », de la régulation de la finance et des banques, etc.

✎ Pour éviter des élections partielles, souvent défavorables à l'UMP, le gouvernement multiplie les missions de députés au-delà des six mois légaux pour permettre à leurs suppléants d'entrer au Palais Bourbon sans passer par la case électorale (cf nos derniers numéros). Dernier en date, le député UMP des Yvelines **Pierre Cardo**, chargé d'une obscure mission sur le démantèlement des navires en fin de vie (sic). Il vient d'être remplacé par son suppléant, **Arnaud Richard**.

► L'Église de France est à l'agonie en matière de vocations. Seuls 85 nouveaux prêtres seront ordonnés cette année contre 89 en 2009 et 100 en 2007. La moitié des 15 000 prêtres diocésains (dont un millier d'étrangers) a aujourd'hui plus de 75 ans, âge de la retraite dans le clergé. Pendant ce temps, les séminaires catholiques de tradition (Fraternité Saint Pie X, etc.) ordonnent désormais près de 50 prêtres par an.

EN HAUSSE



EN BAISSSE

■ **Gérard Moisselin**. Le nouveau préfet du Loiret ne manie pas la langue de bois. Répondant à une question sur les demandeurs d'asile, il a déclaré que c'était « tous des voleurs, tous des menteurs, tous des tricheurs [...] Ils demandent un statut de réfugié, alors on leur délivre des papiers dans l'immédiat parce que, quand on invoque le droit d'asile évidemment, on est traité de manière privilégiée [...] Après, en général, on tombe malade. Alors il y a un médecin qui vient dire que les moyens médicaux du pays d'origine ne permettent pas de traiter cette maladie [...] Et on vient nous dire après que par perversité le préfet a délivré des papiers et après chasse les gens ? Je pense que c'est un résumé un peu abrupt des choses et pas parfaitement exact. » Bon courage, même s'il risque une carrière courte.

■ **Françoise Hostalier et Étienne Pinte**. Les députés UMP du Nord et des Yvelines viennent de se prononcer en faveur de la régularisation de tous les clandestins disposant d'un travail et actuellement en grève, mêlant leurs signature à celles d'une vingtaine d'élus de gauche.

■ **Bertrand Delanoë**. En 2008, le conseil de Paris avait voté le principe de donner le nom d'Alexandre Soljenitsyne, prix Nobel de littérature anticommuniste, à une « place importante » de la capitale. Deux ans plus tard, ce vote n'a toujours pas été concrétisé.

■ **Serge Dassault**. Le sénateur UMP de l'Essonne a bien l'intention de se représenter en septembre 2011. Il aura alors 86 ans. Depuis 2008, il est le doyen de la Haute Assemblée. Mais ça, les lecteurs du *Figaro* ne risquent pas de le lire...



LOBBIES

► Les associations comme la Licra « ne sont que des officines israéliennes ». Ces propos, tenus dans L'Union, par le comique **Dieudonné M'Bala M'Bala**, viennent de lui valoir une condamnation pour diffamation assortie de 5 000 euros d'amende. En revanche, la condamnation de **Patrick Gaubert**, en tant que président de la Licra, par **Philippe de Villiers**, à qui la Licra avait faussement attribué des propos racistes, été beaucoup moins médiatisée. La Licra devra payer 5 000 euros.

► À l'initiative de la loge Moshé Dayan du B'naï B'rith (franc-maçonnerie exclusivement juive) de Nice, présidée par **Régine Bessis**, une ménorah (chandelier à sept branches) d'or a été remise, le 30 mai, à **Claude Bébéar**, président de la Fondation Montaigne et ancien PDG d'AXA, pour sa « défense des valeurs universelles ou individuelles, d'éthique, de morale philosophique et religieuse ». Ont également reçu une ménorah d'or **Luis Fernandes**, footballeur et sélectionneur de l'équipe d'Israël, **Michel Vauzelle**, président socialiste du conseil régional de PACA, **Guy Teissier**, député-maire UMP des IX^e et X^e arrondissements de Marseille (et ancien membre du Parti des forces nouvelles...), **Yannick Bolloré**, directeur général de la chaîne Direct 8 (et fils de **Vincent Bolloré**), et **Florence Taubmann**, pasteur et présidente de la Fédération protestante de France, représente éminente des « néo-cons » américains pro sionistes.

► Le torchon continue à brûler au sein de la Grande Loge nationale française. À la suite de la publication d'un faux document (cf F&D 296), **Serge Poulard**, Souverain Grand Commandeur du Suprême Conseil pour la France des Souverains Grands Inspecteur du 33^e degré, a décidé de quitter son poste, officiellement pour « raisons de santé » mais officieusement pour être jugé par son Conseil comme trop proche du Grand Maître de la GLNF **François Stifani**.

► La section d'appel de la Chambre suprême de Justice maçonnique du Grand Orient de France a confirmé, le 10 juin, le jugement rendu le 8 avril, quant à l'initiation de femmes au sein de cette obédience. Il est précisé: « Sur le motif que rien ne s'oppose à l'entrée de femmes au sein du GODF, aucun article de la constitution et du règlement général dans leurs dispositions actuelles n'interdit l'initiation de femmes et l'affiliation de sœurs au GODF. » Si cette mesure est confirmée lors du convent de septembre, le GODF pourrait subir une hémorragie. Une Union pour un GO exclusivement masculin vient d'être déposée dans les Alpes-Maritimes. À noter que le président de la Chambre suprême de justice maçonnique a démissionné, dès la décision prise.

► À la suite de la publication du nouveau code de déontologie des magistrats, élaboré par le Conseil supérieur de la magistrature, qui vise, de manière implicite, la non-indépendance des juges membres de la franc-maçonnerie, **Éric de Montgolfier**, procureur de la République à Nice, dénonce une nouvelle fois cette double allégeance et se déclare partisan de l'obligation pour tout magistrat de révéler son appartenance.

► **Pierre Lambicchi** devrait rejoindre le Conseil économique et social dès son départ de la tête du Grand Orient de France.

► Les élections à la tête du Conseil représentatif des institutions juives de France ont montré la dérive de plus en plus extrémiste de cette association communautaire. Si **Richard Prasquier**, réputé pour son ultrasionisme (né en Pologne, il est arrivé en France en 1945), a été réélu, **Meyer Habib**, joaillier, vice-président du Crif, ancien militant du Bétar et membre de la section française du Likoud (cf Les Guerriers d'Israël), a obtenu un excellent score tant son programme était extrême (61 voix contre 106 pour Prasquier). Lors d'un débat sur France 3, en février 2009, Habib, méprisant, déclarait: « Nous sommes des Juifs français mais nous sommes des sionistes. Quand Lutèce, l'ancêtre de Paris, était un marécage, Jérusalem était déjà la capitale du peuple juif. Jérusalem restera la capitale du peuple juif et cela pour l'éternité. Il faut que le monde le comprenne. »

► Le 2 avril, le rédacteur en chef de Marianne, **Philippe Petit**, était l'invité de la loge Respect et Fraternité (GODF), afin d'évoquer La Justice qui nous attend.

► Selon Les Indiscrets, la mansuétude de **Patrick Mille**, directeur des services administratifs et financiers de Matignon (c'est-à-dire le grand régulateur des dépenses de Matignon et de ses secrétaires d'État), envers **Christian Blanc**, secrétaire d'État au Grand Paris, et ses 12 000 euros de cigares passés en « frais de cabinet », s'explique par les liens maçonniques qui le lient à **Guillaume Jublot**, ex-chef de cabinet de ce dernier. Tous deux appartiennent à la Grande Loge nationale française.

► Personnalités reçues dans les loges parisiennes du Grand Orient de France en mai 2010. Le 5 mai, le député européen PS **Vincent Peillon** intervenait devant les loges Antoine Joulot-La raison et Pythagore, en tenue blanche fermée, sur le thème VI^e République: quel statut pour les élus du peuple? - Le même jour, **Marcel Conrardt**, historien belge, auteur de Le Cheval de Troie, sectes et lobbies religieux à l'assaut de l'Europe, ex-assistant parlementaire au Parlement européen, était reçu par un parterre de loges pour parler de Sectes et lobbies religieux à l'assaut de l'Europe.

- Le même jour, le Pr **Jean Moreau** intervenait devant la loge Les Inséparables du progrès sur Francs-maçons et mondialité. - Le 11 mai, **Ben Salama**, journaliste, rédacteur en chef à la rédaction générale de France 3 et membre du club Averroès, intervenait devant la loge Emmanuel Arago-Vérité prime tout, sur le thème La Diversité dans les médias.

Jacques KOOLMAN, V.; M.; et le Coll. des Off.; du R.; At.;

ÉRASME 5990

La R.; L.; **ANTOINE JOULOT-LA RAISON** (G.; L.; M.; U.);

La R.; L.; **PYTHAGORE** (G.; O.; D.; F.; - Paris III)

ont le plaisir de vous inviter à une

TENUE BLANCHE FERMÉE



au cours de laquelle

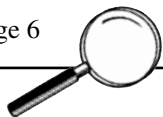
Vincent PEILLON
Député européen
interviendra sur le thème:

**« VI^{ème} RÉPUBLIQUE :
Quel statut pour les Élus du Peuple ? »**

Mercredi 5 mai 2010 à 20h
Temple 19-16 rue Cadet, Paris 9^e
en présence des dignitaires du G.; O.; D.; F.:

Christian LALU et Claude VAILLANT
Conseillers de l'Ordre

Jean-Pierre LEGUAY
Président du Congrès régional de Paris II



DOSSIER

Le Siècle 2010 (4)

Voici la fin, en exclusivité, des biographies des nouveaux membres du Siècle, depuis nos derniers articles en 2008. Le Siècle est le principal club d'influence en France, rassemblant l'élite politique, financière, économique et médiatique qui nous gouverne.

1. Après avoir édité *Au Cœur du pouvoir* (1997), unique ouvrage où étaient détaillés le fonctionnement de ce cercle et la biographie de ses membres depuis la fin des années 1970, F&D a publié des mises à jour régulières. Ces dernières seront réunies dans une nouvelle édition d'*Au Cœur du pouvoir*, qui comprend environ un millier de pages, faisant de ce livre le véritable « annuaire du pouvoir », un ouvrage réellement bien informé contrairement à de nombreux annuaires indigestes portant peu ou prou le même nom et ne décrivant que l'écume du vrai pouvoir en France... Nos lecteurs seront prévenus de sa sortie.

Thierry Peugeot. Président de société, né le 19 août 1957 à Paris VIII^e. Il est le fils du franc-comtois **Pierre Peugeot**, qui fut PDG de la société familiale automobile Peugeot (11 juin 1932 - 1^{er} décembre 2002); l'une des grandes familles de la Haute société protestante (HSP), et de **Liliane Seydoux Fournier de Clausonne** (**Jacques Seydoux** ayant épousé **Mathilde Fournier de Clausonne**, ses descendants mâles ont été autorisés à s'appeler Seydoux Fournier de Clausonne par décret paru au *Journal officiel* du 5 août 1934) Par sa mère, il est donc apparenté aux Seydoux, une famille huguenote étroitement liée à la banque protestante, notamment **Neufelize Schlumberger Mallet** (cf *Dictionnaire des dynasties bourgeoises et du monde des affaires*, **Henry Coston, Alain Moreau**, 1975. On se reportera au même ouvrage pour une histoire synthétique de la famille **Peugeot**). Les deux familles se classent dans les cinquante premières fortunes françaises. Il a épousé **Carine Lawton**, qui lui a donné quatre enfants. Passé par Janson-de-Sailly, il est diplômé de l'Essec. Ayant début sa carrière à **Air Marrel** (1982-1988), il a rejoint le giron familial, devenant son responsable en Asie du sud-est (1988-1991), responsable des grands comptes internationaux en 2002, président du conseil de surveillance en 2003 (il prend la suite de son père, étant sans doute le plus gros actionnaire du groupe, via la structure holding Française de participations financières). Comme son père, d'une austérité frisant le rigorisme, il « mène une vie ascétique entièrement dédiée à sa mission chez PSA et à sa famille » (*L'Express*, 28 mai 2009). Membre du Cercle du Bois de Boulogne (Tir aux pigeons) et membre du conseil exécutif de l'Automobile Club de France, il est également administrateur de diverses sociétés comme L'Air liquide. *La Lettre de L'Expansion* (décembre 2004) indiquait que la famille Peugeot, à la suite de sa nouvelle domiciliation fiscale, avait fait son entrée dans le hit parade des dix familles les plus fortunées de Suisse, avec une fortune estimée à 4 milliards d'euros (qui a sans doublé depuis lors).

Didier Quillot. Président de société, né le 18 mai 1959 à Mas-Grenier (Tarn-et-Garonne). Ce fils d'un modeste conducteur de chantier est ingénieur en microélectronique (Insa Toulouse) et diplômé de l'Institut d'administration des entreprises. Ce passionné de sports, fasciné par le strass et les paillettes, a connu une carrière exceptionnelle, n'étant pas issu de la filière X-Télécoms. Il a effectué la première partie de sa carrière chez Thomson Hybrides, où il fut ingénieur, responsable du service qualité (1981), chef de produit (1984), responsable du marketing et de la stratégie (1987). Devenu directeur du développement international de Thomson LGT et directeur opérationnel de Comark (1988-1991), il sera ensuite directeur général adjoint de Tonna Électronique (décodeurs, groupe Canal +). Il est ensuite propulsé directeur général de France Télécom Mobiles Services (1998-1999) grâce au soutien de **Michel Bon**, alors PDG de l'opérateur public, puis finira par atteindre la marche suprême, PDG d'Orange France (2000 à 2006), en pleine période d'explosion des téléphones mobiles et de l'internet. Depuis 2006, il est président du directoire de Lagardère Active Media (branche

audiovisuelle, à côté de HFM pour les médias papier). Cet ambitieux, qui, selon **Sophie Coignard** (*Un État dans l'État*, Albin Michel, 2009), appartient au Grand Orient de France, a siégé au conseil de surveillance du *Monde* (2007-2009), est administrateur de Médiamétrie, de la Holding Evelyne Prouvost, des éditions Philippe Amaury, etc. Depuis 2009, il préside également l'Electronic Business Group, réseau privé regroupant 550 entreprises liées aux nouvelles technologies, l'internet et le e-commerce, où il a succédé à **Jean-Bernard Lévy** (Vivendi).

Bernard Ramanantsoa. Directeur de grande école, né le 26 novembre 1948 à Mulhouse (Haut-Rhin). Il est le fils d'un ophtalmologiste d'origine malgache et d'une Alsacienne. Ingénieur de l'École nationale supérieure d'aéronautique, docteur en sciences de gestion, titulaire d'un DEA en sociologie et d'un DEA en histoire de la philosophie, il a également obtenu un MBA au groupe HEC. Maître de conférences dans son école d'aéronautique (1971-1972), puis chef du marketing grandes lignes de la SNCF (1972-1979), il est alors devenu enseignant au département stratégie et de politique d'entreprise au groupe HEC, il est, depuis 1999, directeur général du groupe HEC, école la plus cotée depuis des décennies en matière d'écoles de commerce. Il a signé plusieurs ouvrages sur la stratégie d'entreprises. Son fils, **Marc Ramanantsoa**, né le 21 janvier 1981 à Paris XIV^e, est diplômé d'HEC et de Sciences Po Paris, ainsi que titulaire d'un MBA et du CAPA, et titulaire de plusieurs masters de droit. Il a été conseiller technique du ministre UMP des PME, du Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales **Renaud Dutreil** (2005-2006), avant de devenir avocat d'affaires au cabinet Sullivan & Cromwell LLP (2006-2007), puis banquier d'affaires chez Lehman Brothers (2007-2008). Depuis lors, il est directeur délégué de Cacharel. Nul doute qu'il n'entre bientôt au Siècle.

Natalie Rastoin. Publicitaire, née le 15 décembre 1959 à Marseille VIII^e (Bouches-du-Rhône). Elle est issue d'une grande famille de la bourgeoisie marseillaise (droite modérée) qui fit fortune dans le commerce des huiles. Son grand-père, **Édouard Rastoin**, polytechnicien, fut le dernier grand fabricant d'huiles de la cité phocéenne. Son père, **Gilbert Rastoin**, énarque fut notamment magistrat à la Cour des comptes, membre de divers cabinets ministériels, conseiller général des Bouches-du-Rhône et maire UDR, puis RPR, de Cassis de 1971 à 1995 (après avoir appartenu, dans sa jeunesse, à la SFIO et rejoint De Gaulle au moment de la décolonisation). Son oncle, **Jacques Rastoin**, fut maire-adjoint CNI de Marseille quand **Gaston Defferre**, par anticommunisme, s'appuyait sur les antigaullistes. Son fils, **Pierre Rastoin**, a été directeur-adjoint de la Banque Martin-Maurel, président de l'office HLM de Marseille à partir de 1980, maire-adjoint de Marseille à partir de 1977 (Defferre, puis **Robert Vigouroux**). Non encarté au PS, il était une figure importante de l'Opus Dei, avant d'être mis en examen dans l'affaire Urba-Technic, le bureau d'études chargé de collecter des fonds pour le PS. Natalie Rastoin est ancienne élève d'HEC. Elle a complété sa formation par un DEA de sciences de la communication à la Sorbonne. Mère de



DOSSIER/POLITIQUE

deux enfants, elle est séparée de son mari, **Édouard François**, un architecte-urbaniste (qui a refait le nouvel Hôtel Fouquet's Barrière aux Champs-Élysées), avec lequel elle avait milité au sein d'Urbanisme et démocratie, une association d'habitants du XIV^e arrondissement de Paris. Protégée du sociologue **Jean-Noël Kapferer**, spécialiste des rumeurs, elle débuta comme chargée d'études dans The Creative Business, une filiale de RSCG dirigée par **François Schwebel**. Elle se spécialise rapidement dans le « planning stratégique », une nouvelle discipline englobant les réflexions et études menées en amont sur les attentes des consommateurs. Elle œuvre ensuite chez Young&Rubicam (recrutée par **Jean-Marie Dru** en 1982) puis Saatchi & Saatchi. Elle accède, en 1997, à la direction opérationnelle de l'agence Ogilvy & Mather Paris, puis, en 2005, à la direction générale de la filiale française de l'agence américaine Ogilvy (Nestlé, Caisse d'épargne, IBM, Motorola, Vittel, Bonduelle, Les Trois Suisses, etc.). En parallèle, elle conduit une discrète et non-publique carrière politique à gauche, et non à droite comme aurait pu laisser penser l'itinéraire de sa famille. En 1989, elle conseillera étroitement la socialiste **Frédérique Bredin** partie à la conquête de Fécamp (Seine-Maritime). Cette dernière lui présentera **François Hollande** puis **Ségolène Royal**, avec laquelle elle va se lier. Lors de la campagne présidentielle de 2002, elle participe au collectif des publicitaires amis du PS, lancé par **Jean-Louis Missika** et **Christophe Lambert** (passé depuis au sarközysme). Devenue une proche amie de Ségolène Royal sans jamais toutefois adhérer au Parti socialiste, elle dirige, à titre privé et bénévolement, son planning stratégique lors de l'élection présidentielle de 2007 et lui sert de « coach », tout en animant les séances de « brain storming » de la candidate. En professionnelle de la communication, elle a su, comme aucune autre, donner une épaisseur à une candidate fantasque et souvent ignare, jouant étroitement sur les liens émotionnels (« la madone du Poitou ») et non plus rationnels, « fondés sur deux sentiments très humains, l'amour, entretenu par la sensualité, l'intimité et une part de mystère qu'il faut savoir entretenir » (*La Femme fatale*, **Raphaëlle Bacqué**, **Ariane Chemin**, **Albin Michel**, 2007).

François Sauvadet. Journaliste, né le 29 avril 1953 à Dijon (Côte-d'Or). Titulaire d'un DUT de gestion et d'administration des entreprises, il est entré, après un bref passage dans un groupe textile, au quotidien *Le Bien public*, où il tiendra la chronique agricole de 1978 à 1982. Ce fils d'agriculteur, qui n'était jusqu'alors qu'un modeste conseiller municipal de Chanceaux, se verra proposer par l'UDF **Gilbert Matthieu** de prendre sa succession au Palais-Bourbon. Il est élu dans la 4^e circonscription de la Côte-d'Or en mars 1993 (63,12 %) face au radical de gauche **Jean-François Hory** (après l'avoir emporté sur le RPR lors d'une primaire sauvage au premier tour). Cette circonscription est l'une des plus étendue de France, avec 344 communes. Il sera réélu en 1997 (53,9 %) devant le socialiste **Michel Neugnot**, en 2002 (50,12 %) dès le premier tour, puis en 2007 (52,17 %) toujours dès le premier tour. Depuis 1997, il est maire de Vitteaux et a été vice-président du conseil général. Il s'est prononcé contre le PACS, mais en faveur de la reconnaissance de 19 mars comme date commémorative de la fin de la guerre d'Algérie, etc. Ce centriste (qui fut un temps secrétaire national du Parti républicain mais surtout le délégué général à la communication interne de l'UDF) a soutenu **François Bayrou** et s'occupera de la communication de ce dernier en 2002 et en 2007 (porte-parole du candidat), avant de rallier **Nicolas Sarkozy** entre les deux tours et avant les élections législatives. Ayant rallié le Nouveau Centre, il devient le président de son groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, l'emportant sur **Charles de Courson**. Il a signé deux ou trois livres, dont une hagiographie de **Raymond Janot**, qui fut président du conseil régional de Bourgogne.

► Accompagné de **Brice Hortefeux**, ministre de l'Intérieur, le Premier ministre UMP **François Fillon** a tenu à venir personnellement inaugurer la nouvelle grande mosquée Al-Ihsan d'Argenteuil (Val-d'Oise), commune dirigée par le socialiste **Philippe Doucet**, le 28 juin, en présence du recteur de la Grande mosquée de Paris **Dalil Boubakeur**, et **Mohammed Moussaoui**, président du Conseil français du culte musulman.

► Le projet de loi sur l'interdiction du port du voile intégral sera examiné à l'Assemblée nationale du 6 au 9 juillet. Il semble que le groupe PS devrait s'abstenir alors qu'il optait précédemment pour un vote négatif. Plusieurs députés socialistes comme **Manuel Valls**, **Jean-Michel Boucheron** et **Alain Vidalies** voteront pour.

✎ Petits arrangements. **Marc-Philippe Daubresse**, ministre des Solidarités actives, a pris pour directeur de cabinet **Brigitte Astruc**, troisième adjointe de Lambersart (dont Daubresse est maire) et conseillère régionale... et compagne de Marc-Philippe Daubresse. Quant au député-maire UMP de Levallois-Perret **Patrick Balkany**, touché par le cumul de mandat (donc par l'écêtement des indemnités d'élu), il reverse 2 000 euros... à sa propre épouse, **Isabelle Balkany**, qui est par ailleurs premier maire-adjoint de Levallois et conseillère générale.

► Certains militants d'extrême gauche ou communistes s'inquiètent de la présence de membres de droite, voire de « droite nationale », au sein du Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens. Son porte-parole, **Camel Bechikh**, appartient au club de **Dominique de Villepin**. En octobre dernier, il avait été arrêté à la frontière égyptienne avec un convoi humanitaire alors qu'il était accompagné par **Marc Georges**, ancien directeur de campagne de **Dieudonné**, ancien proche d'**Alain Soral** et ancien membre du Front national.

★ **Alain Tuduri**, maire UMP de Pont-de-Chéry (Isère) a été condamné, par la cour d'appel de Grenoble, le 16 juin, à cinq ans de privation de droits civiques, civils et familiaux pour avoir empêché l'achat de biens immobiliers dans sa commune par des ressortissants étrangers.

► Dénoncée par **Charles Maurras** comme parfaite représentante de l'un des piliers qui gouvernent la France, à savoir le protestantisme, la famille Monod se sinise. **Donatien Monod**, petit-fils de **Jérôme Monod**, président d'honneur de Suez et ancien secrétaire général du RPR, épouse **Yuan Yuan Zhang**, publicitaire chez Saatchi & Saatchi.

► On n'est jamais aussi bien servi que par ses obligés. Devant les tensions croissantes au sein de l'Institut d'études politiques de Paris, en raison de pratiques controversées de management mises en cause par les syndicats, son directeur **Richard Descoings** s'est décidé à lancer un audit. Pour ce faire, il a fait appel au cabinet Technologia, celui-là même qui s'était occupé des tensions au sein de France Télécom (avec un succès plus que mitigé...). Par hasard, son directeur général, **Jean-Claude Delgenes**, enseignait à Sciences-Po jusqu'à cette année.



ÉTRANGER

Crise espagnole

L'Espagne est sur la bonne voie pour aboutir à une quasi-faillite, comme la Grèce. La seule différence est que la note, qui sera sans nul doute imposée aux pays de l'UE par leurs dirigeants, sera dix fois plus élevée. La bulle immobilière a éclaté, le système bancaire est en quasi-faillite et le chômage explose (20 % dans la population active, 50 % chez les 18-25 ans). Rien que pour servir les retraites et régler les allocations chômage, l'Espagne devra emprunter 50 milliards d'euros supplémentaires entre 2010 et 2013. Or le déficit public espagnol atteint déjà le taux record de 11,4 % (12,7 % en Grèce). Le taux des obligations est passé de 1,95 % il y a un mois à 2,84 % (obligations sur 18 mois). Les banques françaises, toujours aussi fûtées, sont exposées à hauteur de 250 milliards d'euros en Espagne (et à 100 milliards en Grèce), plus 80 milliards en Irlande et 50 milliards au Portugal. Le sauvetage de l'Espagne est estimé, pour l'instant, à 800 milliards d'euros, une somme que l'UE n'a pas et que l'Allemagne refusera de créer. Le compte à rebours a commencé.

Indépendant ?

Désigné comme l'un des deux observateurs étrangers (l'autre est le Canadien **Ken Watkin**, juriste militaire) par Tel-Aviv pour participer à la commission d'enquête sur l'assaut meurtrier de bateaux humanitaires partis de Turquie en dehors des limites territoriales, l'Irlandais **David Trimble**, prix Nobel de la paix, présenté comme « neutre », est en réalité un sioniste non dissimulé. Ancien militant extrémiste de la mouvance protestante unioniste, ce conservateur, qui siège à la Chambre des Lords, participait à Paris, le 31 mai, jour de l'agression israélienne, au lancement de l'association Les Amis d'Israël, dont le but est de lutter contre la « délégitimisation d'Israël ». Ayant toujours entretenu des liens étroits avec les dirigeants israéliens, il était l'un des invités de **Shimon Peres** pour ses 80 ans. Il a notamment signé *Misunderstanding Ulster*, dont la couverture présente les drapeaux anglais, unioniste et israélien, qui a été édité par l'association Conservatives Friends of Israël (2007). Il appartient à de multiples organisations pro-sionistes comme la Henri Jackson Society qui a défendu Israël lors des bombardements du Liban en 2006 et approuvé l'intervention israélienne du 31 mai.

Obama musulman ?

La fausse conversion de **Barack Obama** au protestantisme fut l'un des éléments choc de la campagne des Républicains lors de la dernière élection présidentielle américaine. Furent retrouvés et publiés des photos de Barack Obama, jeune, dans des madrasas, portant des vêtements islamiques, ou des témoignages d'anciens condisciples ou membres de sa famille assurant de la profondeur de sa croyance dans le culte musulman. La revue *Israel Today* (mai 2010) a publié un nouveau témoignage allant en ce sens. Un témoignage sérieux puisqu'il provient du ministre égyptien des Affaires étrangères **Ahmed Aboul Gheit**, tenu lors d'une émission de *Nile TV* en janvier dernier. Gheit assure, que lors d'une rencontre à huis-clos avec le président américain, ce dernier lui a dit qu'il était toujours musulman, qu'il était le fils d'un père musulman, le beau-fils d'un beau-père musulman, que ses demi-frères kenyans étaient musulmans, etc.

Combat pour la BCE

Après un président néerlandais de la Banque centrale européenne, acquis aux pratiques de la Bundesbank, puis d'un Français (**Jean-Claude Trichet**) généralement en ligne avec les idées allemandes de rigueur, l'Allemagne a l'intention d'obtenir la prochaine présidence, d'autant que le candidat favori, l'italien **Mario Draghi**, à qui le poste avait été promis, a été obligé de s'effacer pour avoir été vice-président de Goldman Sachs. **Axel Weber**, actuel président de la Bundesbank, totalement soutenu par **Angela Merkel**, à qui **Nicolas Sarkozy** (en raison de la faiblesse chronique de la France) ne peut plus rien refuser, devrait donc aisément l'emporter.

► C'est par un véritable tour de passe-passe que la question des 18 députés européens supplémentaires a été réglée le 17 juin, lors d'une brève conférence intergouvernementale. Très discrètement, il a été décidé par les ambassadeurs des États auprès de l'Union européenne que les députés supplémentaires doivent « avoir été élus au suffrage universel direct ». C'est donc au sein de l'Assemblée nationale que les deux députés français seront choisis, l'un membre de l'UMP, l'autre membre du PS, même si rien n'obligeait à un tel choix. Si la règle avait été le résultat des élections européennes, ce sont deux députés de gauche, l'un socialiste, l'autre écologiste, qui auraient été choisis.

► La Turquie exerce de fortes pressions sur l'OTAN pour que l'alliance occidental-américaine intègre des États musulmans. Après l'Albanie qui a adhéré en 2009, les Turcs soutiennent la candidature de la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo.

► Ce sont les frères **Miliband**, **Ed** et **David**, qui sont les mieux placés, même s'ils sont en compétition l'un contre l'autre, pour prendre la tête du Parti travailliste, à la suite de la démission de **Gordon Brown**. Leur père, **Ralph Miliband**, décédé en 1994, était un historien marxiste et l'un des penseurs de gauche les plus réputés de Grande-Bretagne. Il descendait d'une famille de Juifs russo-polonais qui avaient immigré avant-guerre à Bruxelles et qui s'embarqua, avec de faux papiers, pour Londres en 1940. **Adolphe Miliband**, devenu **Ralph Miliband**, épousera **Marion Kozak**, une de ses étudiantes à la London School of Economics.

★ Le 1^{er} mai 1987, **Jon Michelet**, personnalité du Rod Valgallianse, un parti politique norvégien, avait émis l'idée que son pays (4,7 millions d'habitants en 2010) avait besoin d'un million d'immigrés de plus. L'actuel ministre travailliste des Affaires étrangères, **Jonas Gahr Store**, vient de se réjouir que ce nombre soit pratiquement atteint. D'ici 10 ans, plus d'un Norvégien sur cinq sera issu de l'immigration.

► Figure légendaire de la résistance anticomuniste polonaise, le père **Jerzy Popieluszko**, vicaire de la paroisse Saint Stanislas Kostka et aumônier de Solidarnosc, avait été torturé à mort par des agents de la police secrète communiste le 13 octobre 1984. 25 ans plus tard, celui qui avait déjà été déclaré serviteur de Dieu en 2008 a été béatifié, le 6 juin, par **Benoît XVI**.

✎ Le secrétaire d'État américain à la Défense **Robert Gates** a appelé à nouveau l'Union européenne à intégrer la Turquie, estimant que le retard pris par l'UE était en partie responsable de la détérioration des relations entre Ankara et Israël et une « source d'inquiétude ».

► Pour la première fois de son histoire, le Mossad, les services secrets civils israéliens, vient de se doter d'une sorte de directeur de conscience en la personne d'un rabbin, dont le nom a été tenu secret. Il devra répondre aux questions religieuses auxquelles les agents sont confrontés dans leur travail quotidien (comme par exemple ne pas manger casher avec l'un de ses contacts).



POLITIQUE

► Dans le genre délirant, la socialiste **Ségolène Royal**, tout en « dolorisme », qui se voit toujours en candidate à l'élection présidentielle de 2012, a battu tous les records après l'élimination honteuse de l'équipe de France de football. Elle a déclaré, le 22 juin, au nouveau stade René Monory de Niort : « Au nom de la France, je demande pardon aux Africains dont nous avons un peu gâché la belle fête, je demande pardon aux fans du monde entier [...] je demande pardon aux supporters français qui n'ont pas eu la coupe du monde qu'ils méritaient amplement si l'on considère l'enthousiasme citoyen (sic) dont ils ont su faire preuve dans la diversité (sic) rassemblée par le sport [...] Je n'ai pas peur de dire qu'il faudra en tirer toutes les conséquences politiques, tant au Parti socialiste qu'aux plus hauts sommets de l'Etat. »

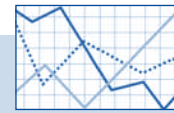
► De son côté, le député PS de l'Essonne, l'extroquiste **Julien Dray** a dénoncé une « offensive en règle » contre une équipe de France « métisée », et par extension « de la banlieue ».

► La présidente de la Suisse **Doris Leuthard** s'est fait poser un lapin par son homologue français, **Nicolas Sarkozy**. Ce dernier devait la rencontrer, à l'Élysée, le 22 juin. A la dernière minute, le rendez-vous a été annulé au motif d'un agenda surchargé. En réalité, le président de la République avait préféré regarder le match de football France-Afrique du Sud.

► Mgr **Pierre Derberge**, recteur de l'Institut catholique de Toulouse depuis mars 2004, devenu prélat d'honneur en 2007 à l'initiative de **Benoît XVI**, prend la présidence de l'Union des établissements d'enseignement supérieur catholique, succédant à Michel Quesnel.

► La France, bonne poire. Dans *F&D* 293, nous indiquions que deux des frères de **Fadela Amara**, secrétaire d'État controversée à la Politique de la Ville, avaient été embauchés par l'UMP **Christian Estrosi** à la mairie de Nice. Parmi eux, on sait désormais que figure **Hassein Amara**, condamné, le 11 octobre 1995, à seize ans de prison pour l'assassinat d'**André Baster**, un bijoutier de Joze (Puy-de-Dôme). Durant son incarcération, sa carte de séjour était arrivée à expiration et l'ex-militante socialiste Fadela Amara était intervenue directement auprès de **Nicolas Sarkozy** pour lui obtenir un nouveau titre de séjour. Comme l'a révélé *Le Canard enchaîné*, un autre de ses frères est actuellement hébergé, blanchi et nourri gratuitement, au moins « jusqu'à fin juillet » dans son appartement de fonction dans le VII^e arrondissement de Paris, l'arrondissement le plus cher de la capitale.

► C'est **Alain Jamet**, figure historique du Front national, qui prend la tête du comité de soutien à **Marine Le Pen** dans le cadre de la succession de **Jean-Marie Le Pen**. Alain Jamet est le fils de **Claude Jamet**, journaliste et romancier collaborationniste (auteur de *Fifi roi*) et le frère du journaliste **Dominique Jamet**, solidariste dans sa jeunesse (il signait dans *Impact*, la revue du Groupe action jeunesse) avant de rejoindre les eaux du mitterrandisme.



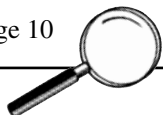
Relativité

La coupe du monde de football en a offert une très belle illustration : En France, mieux vaut être un voyou, qu'un homme efficace, de la racaille à nettoyer au Karcher qu'un PDG d'entreprise, comme un gamin coléreux plutôt que comme un homme. En 2009, Thierry Henry a gagné 17 millions d'euros, Nicolas Anelka (qui ne paie pas ses impôts en France) 5 800 000 euros, Franck Ribéry 5 000 000 d'euros (il passe à 833 000 euros en 2010 avec son contrat au Bayern de Munich qui court jusqu'en 2015, devenant le footballeur français le plus payé au monde par son club), tout comme Diarra. Eric Abidal a reçu 4 800 000 euros (tout comme Patrice Evra), Gourcuff s'attribue 4 500 000 euros, William Gallas 3 840 000 euros, Abou Diaby et Florent Malouda 3 500 000 euros, tout comme le gardien de but Hugo Lloris, etc. Sans parler des multiples avantages (200 000 euros pour le séjour de leurs compagnes en Afrique du Sud pour 24 heures), dividendes publicitaire, etc. Un tiers de leurs revenus sont exonérés de charge sociale en tant que « droit à l'image ». Ils bénéficient d'une fiscalité sur mesure. Pendant ce temps, Jean-Paul Agon, PDG de L'Oréal (64 500 salariés) a reçu 3 500 000 euros, Henri de Castries, PDG d'AXA (216 000 salariés) a obtenu 2 400 000 euros, tout comme Louis Gallois, PDG d'EADS (119 500 salariés) ou Michel Rollier, PDG de Michelin (123 975 salariés). *Panem et Circenses*. Du pain et des jeux. Même cette carte échappe désormais à Nicolas Sarkozy...

► Bien que la SNCF soit un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), disposant de la garantie de l'État, sa dette à long terme vient d'être dégradée, le 4 juin, par l'agence de notation Standard & Poor, passant du « triple A » à « AA ». Soit quelques millions d'euros de plus en intérêts à payer chaque année.

★ La Ligue savoisienne vient de trouver du grain à moudre grâce à un député un peu curieux. A une question écrite parue au *Journal officiel* de l'Assemblée nationale du 16 juin (question écrite 76121), le gouvernement reconnaît qu'il n'a jamais enregistré, auprès de l'ONU, le traité de Turin de 1860 qui rattacha les arrondissements de la Savoie et de Nice à la France. Le gouvernement, qui ne tire nullement les conséquences dramatiques de cette réponse, admet qu'elle doit effectuer cet enregistrement et confirme la validité du traité (qui n'est donc pourtant pas « légal »).

✎ Gauche caviar. **Jean-Pierre Jouyet**, ancien responsable socialiste devenu secrétaire d'État aux Affaires européennes de **Nicolas Sarkozy**, puis propulsé comme président de l'Autorité des marchés financiers, a annoncé courageusement dans *Le Monde* du 12 juin 2010 qu'il était prêt à réduire son salaire de 20 à 30 % « si on le lui demandait ». C'est oublier que l'intéressé avait obtenu (parution au *Journal officiel* du 14 février 2009, avec rétroactivité jusqu'au 15 décembre 2008, jour de sa date de prise de fonction), une majoration de 50 % de la rémunération attachée à ce poste. Il passait donc à 220 000 euros alors que son prédécesseur ne gagnait « que » 149 000 euros. Par ailleurs, son épouse, **Brigitte Taittinger**, toute socialiste qu'elle ait été, est l'une des plus grosses fortunes de France. Outre qu'elle détient les parfums Annick Goutal, elle a touché le pactole lors du rachat, en 2005, du groupe Taittinger (champagne, le *Crillon*, le *Lutetia*, le *Martinez*, les chaînes Campanile et Kyriad etc.) par le fonds américain Starwood.



KIOSQUE

► Ancien directeur de la rédaction de *Minute* puis fondateur du *Choc du mois* (dont il se retira juste avant le lancement effectif), **Patrick Buisson** devrait être prochainement nommé président de la chaîne *Histoire* (groupe *TF1*), dont il était jusqu'alors directeur général.

► Sous la pression du Conseil de l'Europe, le gouvernement a exigé et obtenu du Conseil supérieur de l'audiovisuel qu'il interdise, à partir du 24 juin, la diffusion d'*Al Aqsa TV*, la TV du mouvement palestinien Hamas, qui était diffusée en France (tout comme au Maghreb et dans une partie de l'Europe) via le satellite Eutelsat. Raison invoquée : l'«antisémitisme» récurrent de la chaîne.

► Selon l'hebdomadaire *Bakchich* (14 juin), une grande partie de la communication du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, **Michel Boyon**, est assurée par **Marie-Luce Skrabursky**, membre de la direction de l'agence de communication Image 7, dirigée par **Anne Méaux**. Rien de gênant, sinon qu'à la ville, Mme Skrabursky serait... la compagne de Michel Boyon.

✱ À la suite d'une enquête fouillée et critique sur le ministre des Affaires étrangères **Bernard Kouchner**, les journalistes de *L'Express* sont désormais interdits sur les plateaux de *France 24*, dirigée par **Christine Ockrent**, épouse de **Bernard Kouchner**.

► Jusqu'alors directeur général adjoint de TNS Sofres, **Brice Teinturier** rejoint Ipsos comme directeur général France. Il est peu connu que cet ancien militant socialiste a longtemps œuvré au sein du groupe Jalons de **Bruno Tellene** (alias **Basile de Koch**).

► Vous n'en aviez sans doute jamais entendu parler. L'animateur de télévision et humoriste **Patrick Sébastien** vient d'annoncer, sur son blog, la dissolution du parti qu'il avait créé en mars dernier, Droit au respect et à la dignité.

► Le japonais Rakuten vient d'acheter le fleuron du e-commerce français, PriceMinister, pour 200 millions d'euros. Ce site de vente, fondé par **Pierre Kosciusko-Morizet**, frère de la secrétaire d'État UMP à l'Économie numérique **Nathalie Kosciusko-Morizet**, a réalisé 40 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2009.

► Après la démission surprise de l'américain **David Kenny**, **Jean-Yves Naouri** devient le numéro deux du groupe Publicis et passe désormais pour le dauphin de **Maurice Lévy**, lequel, à 68 ans, vient de faire prolonger son mandat de président du directoire au-delà de l'échéance prévue fin 2001.

► **Nicolas Sarkozy** et **Carla Bruni** ont assisté, le 12 juin, au mariage de l'actrice **Marine Delterme**, amie de la première dame de France dont elle avait été le témoin de mariage, avec l'écrivain **Florian Zeller**. Tout le gratin du « show-business » ou de la « pensée Kleenex » était de la fête : **Vincent Lindon**, **Charles Berling**, **Raphaël Enthoven**, **Elsa Zylberstein**, **Josée Dayan**, **Robert Nahmias**, **Valérie Bruni-Tedeschi**, **Teresa Cremisi**, etc.

► L'Association universelle des amis de Jeanne d'Arc (85 rue Petit, 75019 Paris) lance une nouvelle version plus étoffée de son bulletin, la *Revue Jeanne d'Arc*, dirigée par l'historien et géopolitologue **Hervé Coutau-Bégarie**. Nombreux articles de qualité, comme *L'Héraldique de Jeanne d'Arc et de ses compagnons* ou *Jeanne d'Arc au cinéma*.

► Le nouveau *Bulletin célinien* (BP 70, B-1000 Bruxelles 22, Belgique) de **Marc Laudelout** comprend un article, avec photos, des relations entretenues par **Louis-Ferdinand Céline** avec les dirigeants du Parti national social chrétien du Canadien **Adrien Arcand**. On y voit notamment une photo de l'auteur du *Voyage au bout de la nuit* aux côtés de militants en uniforme rappelant nettement ceux des fascistes européens.

► Sous la direction de **Jean Héron**, une modeste mais passionnante anthologie de la poésie française vient de sortir chez un nouvel éditeur, La Maison du Lorouer. Il s'agit d'une anthologie appelée *Poèmes et Patrie* et sous-titrée *De la chanson de Rolland à Charles Péguy*. Aucun ouvrage du même type n'était paru depuis la fin du XIX^e siècle, ce qui ne lui en donne que plus d'intérêt (en vente exclusivement via internet : www.poemeseetpatrie.com).

► Une société secrète à l'origine du nazisme, la *Thulé Gesellschaft* de l'Anglais **David Owen** vient d'être traduit par les petites éditions *Terre Blanche* (31 rue de Couteliers, 31000 Toulouse). Ouvrage intéressant pour la documentation, faible pour la synthèse.

► Aux Éditions de l'Homme libre, réédition de *Hitler pour 1000 ans* de **Léon Degrelle** (18 euros port compris chez *Facta*, 4 rue de Clichy, 75009 Paris. Tel : 01 48 74 50 14) ainsi que de son recueil de poèmes, *Les âmes qui brûlent* (18 euros port compris). Réédition des introuvables *Pages bourguignonnes* de **Johannès Thomasset** (23 euros port compris), l'un des rares auteurs *völkisch* français, et *Götterdämmerung*, ou la fin épique du III^e Reich de **Saint-Loup** (23 euros port compris).

► *Les Américains à Paris, sous-titré vie et mort sous l'occupation nazie*, qui vient de sortir chez **Saint-Simon**, sous la signature de **Charles Glass**, est un riche ouvrage, très documenté (bibliographie, index) retraçant la vie de quelque 5 000 américains demeurés dans la capitale après l'arrivée des troupes allemandes (ils étaient citoyens d'un pays neutre). On y découvre un milieu aisé et intellectuel, parfois très favorable à la Collaboration, telle la collectionneuse **Florence Jay Gould**.

► **Anne-Martin Conrad** et **Jacques Marlaud** signent une remarquable biographie illustrée de l'écrivain très injustement négligé (sans nul doute pour cause de « non politiquement correct ») **Pierre Gripari**, rénovateur entre autres du livre pour la jeunesse, dans la collection *Qui suis-je?*, chez **Pardès**. Ils seront les invités d'**Emmanuel Ratier**, à *Radio Courtoisie*, au *Libre Journal de la résistance française*, le mercredi 28 juillet (19h30-21h).



KIOSQUE

► À soutenir. La Ferme des Buissonnets s'était proposée comme fournisseur de l'apéro-géant saucisson-pinard de la Goutte d'or, finalement interdit par la préfecture de police de Paris. Pour commander leurs produits: www.ferme-des-buissonnets.fr et www.gastronomie-fermiere.fr

✱ En dépit des protestations des huit principales associations de protection du patrimoine (Vieilles Maisons françaises, etc.), une loi, modifiant, la protection du patrimoine urbain et paysager a été adoptée par la majorité UMP le 16 juin, dans le cadre du Grenelle II de l'environnement. Les 600 Zppaup (Zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) et les 400 projets en cours disparaissent au profit d'Aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, avec une nouvelle simplification et une accélération des obtentions de permis de construire. Après la non-consultation des architectes des bâtiments de France pour ces Zppaup, c'est une nouvelle dérive qui s'opère en faveur des « bétonneurs », la notion de paysage disparaissant des critères de construction.

✱ Vichy va-t-il être reconnu comme un État légitime? Cette intéressante question sera réglée, le 19 juillet, par le tribunal de commerce de Tarbes. En effet, les Archives de France, qui dépendent du ministère de la Culture, avaient fait saisir (sans les payer), lors de deux ventes aux enchères à Paris, une importante collection de lettres et d'autographes du maréchal **Philippe Pétain**, chef de l'État français, au motif qu'il s'agissait d'« archives publiques ». Or, soit Vichy est une « autorité de fait » (selon la vulgate gaulliste), comme stipulé dans l'ordonnance de 1944, et ses archives ne peuvent être considérées comme appartenant à l'État, puisque Vichy n'est pas un État légal, soit Vichy est un État légitime et ses archives, qui deviennent dès lors publiques, sont effectivement revendiquables par les Archives de France.

► Le comique **Dieudonné M'Bala M'Bala** propose un nouveau spectacle au Théâtre de la Main d'or (Paris XII^e), intitulé *Mahmoud*. Dans ce nouveau one man show, cet anticonniste militant (ce qui lui a valu diverses condamnations) explique plaisamment s'être converti au judaïsme (« j'ai rejoint la religion du profit »). Le très controversé chanteur de rap **Joey Starr** (du groupe NTM) a assisté à la première.

► Céliniana. Dieu, qu'ils étaient lourds.!, entretien théâtral et littéraire avec **Louis-Ferdinand Céline**, sera joué, au Festival de théâtre d'Avignon, du 8 au 29 juillet au théâtre *La Luna*. - Le XVIII^e Colloque international Louis-Ferdinand Céline, organisé par la Société d'études céliniennes, se déroulera, du 2 au 4 juillet (www.celine-etudes.org). - Exposition consacrée au peintre **Gen Paul**, vieil et fidèle ami de Céline, à la galerie Roussard, jusqu'au 15 septembre (13 rue du Mont-Cenis, 75018 Paris).

► Jusqu'au 19 septembre, superbe exposition à la chapelle de l'Oratoire et au Musée des beaux-arts de Rennes, consacrée à **Edgar Maxence**, 1871-1954, *les dernières fleurs du symbolisme*.

► Dans *Actualité juive* (27 mai), l'actrice **Judith Godrèche** révèle que son véritable nom est **Goldreich**. Fille d'un psychanalyste et d'une psychomotricienne, elle explique dans cet entretien: « Je me suis toujours sentie juive. Mon père n'est pas pratiquant mais j'ai été élevée avec cette culture historique et le poids historique qu'elle véhicule. Mes grands-parents ont changé de nom pendant la guerre pour échapper au nazisme. »

► À la suite de la récente destruction d'un monument érigé dans les années 1950 à la mémoire des douze Waffen SS français fusillés sur ordre direct du général **Leclerc** à Bad Reichenhall le 8 mai 1945, un nouveau monument commémoratif a été inauguré il y a quelques semaines, à l'occasion de la réunion annuelle de la TK 18/33.

► À la suite de protestations de la communauté juive d'Inde (moins de 5 000 personnes), **Anupam Kher**, l'acteur qui devait incarner **Adolf Hitler**, dans *Cher ami Hitler*, mis en scène par le cinéaste **Rakesh Ranjan Kumar**, a finalement renoncé à interpréter le Führer. Les Indiens ont une vision d'Hitler totalement différente des Occidentaux, le considérant comme l'un des avatars de Vishnu (Kalki). Le titre provient de deux chaleureuses lettres envoyées à Hitler par le **Mahatma Gandhi**, père de l'indépendance indienne.

► Ancien membre du comité directeur de l'Action française, le critique littéraire maurassien **François Léger** est décédé, à 97 ans, le 11 juin dernier. Il avait collaboré à *Paroles françaises*, *L'Action française*, *L'Esprit public*, *La Nation française*, les *Écrits de Paris*, *Contrepoint*, *Présent*, etc. Il avait notamment signé *La Fin de la Ligue*, *Influences occidentales dans la révolution de l'Orient*, *Monsieur Taine*, *Une jeunesse réactionnaire*, etc.

► Le général **Marcel Bigeard**, véritable légende des « fana-milis », dont nous avons évoqué la mauvaise santé (*F&D* 294) est décédé le 18 juin 2010. Peu fait pour la politique active, ce véritable héros s'était malheureusement commis comme député apparenté UDF de Meurthe-et-Moselle de 1978 à 1988 et secrétaire d'État à la Défense de **Valéry Giscard d'Estaing** et **Jacques Chirac** de janvier 1975 à août 1976, sans jamais réussir à peser véritablement sur l'évolution des Armées. Celui qui avait été surnommé « Bruno », figure mythique des parachutistes français, a demandé que ses cendres soient dispersées à *Diên Biên Phu*, où il avait été fait prisonnier en 1954.

► Née en 1927, **Marguerite Henriot**, épouse **Jœrnac**, est décédée le 6 juin. Elle était la dernière fille de **Philippe Henriot**, secrétaire d'État à l'Information de l'État français, assassiné par les FTP en 1944.

► **Paul Malliavin**, mathématicien de renom, membre de l'Académie des sciences et membre de l'Institut, est décédé le 3 juin. Né le 11 septembre 1925, ce militant nationaliste de toujours était le fils de **René Malliavin**, fondateur de *Rivarol*.

► Rectificatif. C'est évidemment **Bernard Arnault** qui est le propriétaire de LVMH (*F&D* 297).



POLITIQUEMENT INCORRECT



► **Jacques Chirac**, le « chouchou » des Français (surtout depuis qu'il a quitté l'Élysée), nous fera toujours rire. Juste avant la coupe du monde de football en Afrique du Sud, il a envoyé un courrier au capitaine des Bleus : « Je suis de tout cœur avec vous, comme le sont tous nos compatriotes dont j'ai pu mesurer l'attachement à l'équipe de France [...] Le rêve de lever une nouvelle fois la coupe du monde est à votre portée. » C'est le même pronostiqueur qui avait dissous l'Assemblée nationale, alors à droite, en 1997, pour se retrouver avec... une majorité de gauche.

► Le ministère de l'Éducation nationale pratique le talmudisme le plus abscons. On croyait qu'il était clair que les élèves n'avaient pas le droit d'entrer dans un collège ou un lycée avec un voile ou une burqa. Pas de tout, nous avions mal compris. Cela ne concerne que les cours annuels. Ce qui fait que de nombreuses jeunes filles musulmanes voilées, qui suivaient les cours via le CNED ou se présentaient en candidates libres, ont pu se présenter cette année dans les centres d'examens pour le bac.

✱ Après être allé porter plainte une fois de plus, le dernier boucher-charcutier traditionnel de Sarcelles (où il est installé depuis 1959), **Grégoire Baldacchino**, a annoncé son intention de cesser son commerce : il venait, une énième fois, de se faire cracher dessus et de se faire injurier « parce qu'il vend du porc ».



FINESS 770000214

Praticien hospitalier
Rétérant d'Unité SMUR

Docteur Eric DEMIERE

Praticiens hospitaliers

Docteur Karim ATRON
Docteur Abder CHERIF BENMOUSSA
Docteur Yacine DORBAN
Docteur Kouros FARAHJOU
Docteur Amine KHELLADI
Docteur Rafik SADOUN

Praticiens attachés associés

Docteur Alain ALANBARI
Docteur Areski KATI
Docteur Djamel MAZRI
Docteur Omar MOSBAH
Docteur Kamel OUCISSA

► Dans nos derniers numéros, nous avons indiqué la montée en puissance des médecins étrangers dans les centres hospitaliers français. L'un de nos abonnés nous envoie cet en-tête du service des urgences de l'hôpital de Nemours (Seine-et-Marne), qui en dit beaucoup plus long qu'un long discours...

✱ Ces bons curés de l'église Saint-Bernard du quartier de la Chapelle à Paris. On se souvient qu'ils s'étaient coalisés en faveur des clandestins qui occupaient l'église il y a quelques années. Cette

fois-ci, ils se sont fendus d'un communiqué, pas très charitable, se réjouissant de l'interdiction de l'apéro saucisson-pinard à la Goutte d'Or, jugeant ce rassemblement, et pourtant hautement convivial comme « générateur de tensions et de discriminations ». Mieux, les bons prêtres, d'un rare aveuglement, indiquent : « En tant que chrétiens, nous nous inscrivons en faux contre l'idée selon laquelle le quartier serait en proie à une islamisation plus ou moins rampante [...] La présence d'une forte communauté musulmane n'est pas source de tensions, mais d'enrichissement mutuel et d'ouverture aux autres. »

✱ RER B à l'anglaise. Âgé de 36 ans, **Noor Ramjanally**, l'un des chefs de la communauté islamique en Grande-Bretagne, assurait avoir été enlevé, le 24 août 2009, par des « voyous racistes » du British National Party (il avait réussi à s'enfuir quelques heures plus tard), après avoir reçu des lettres de menace et avoir subi une tentative d'incendie de son logement. Récemment il accusait encore la police britannique de « racisme » en raison de la lenteur des enquêteurs. Pas de chance pour lui, ces derniers viennent de démontrer, caméras de surveillance à l'appui, qu'à l'heure où il prétendait avoir été enlevé, il se promenait tranquillement dans son quartier. L'intéressé, poursuivi désormais pour « perversion de la procédure de justice » ne s'est même pas présenté à son procès alors qu'il avait obtenu, après son pseudo-enlèvement, le soutien de la communauté musulmane unanime et de nombreuses personnalités politiques.

✱ Le gâchis Bachelot. Dans quelques jours, 25 millions de doses de vaccin contre la grippe H1N1, qui se trouvent dans les stocks du ministère de la Santé, arriveront à leur date de péremption. Bien entendu, aucun pays n'a acheté ses doses, contrairement à ce qu'assurait **Roselyne Bachelot**.

► Inculture de **Rama Yade**. Vertement tancée par **Nicolas Sarkozy**, la secrétaire d'État aux Sports a tenté de faire oublier ses propos (pour une fois hautement justifiés!) sur le sans-gêne et la débauche de luxe des footballeurs français. Elle a donc déclaré, le 11 juin : « Je n'oublie jamais que l'équipe de France a souvent eu du mal à se qualifier, comme en 1998. » Seul problème : la France ne s'est pas qualifiée en 1998 puisqu'elle était automatiquement sélectionnée comme pays organisateur. Il faut dire que lors de sa nomination, elle avait évoqué « l'Afro-Américain **Jesse Owens** brandissant son poing rebelle face aux nazis », confondant les JO de 1936 avec ceux de 1968 !